

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

15 juillet 2021

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

**Proposition de révision de l'article 23,
alinéa 3, de la Constitution
en vue d'étendre le droit à une vie
conforme à la dignité humaine en y incluant
le droit à un accès suffisant et neutre
à l'internet**

**(verklaring van de wetgevende macht
DOC 550010/001)**

(ingediend door de heer Jan Briers c.s.)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

15 juli 2021

HERZIENING VAN DE GRONDWET

**Voorstel tot herziening van artikel 23,
derde lid van de Grondwet
om het recht op een menswaardig leven
uit te breiden met het recht
op een toereikende en
neutrale toegang tot internet**

**(déclaration du pouvoir législatif
DOC 55 0010/001)**

(déposée par M. Jan Briers et consorts)

RÉSUMÉ

Les auteurs souhaitent étendre le droit constitutionnel à une vie conforme à la dignité humaine en y incluant le droit à un accès suffisant et neutre à l'internet. Selon eux, l'internet constitue un besoin de base au même titre que l'électricité, le chauffage et l'eau. L'internet est devenu une condition pour pouvoir participer pleinement à la vie sociale.

L'ancrage constitutionnel du droit à un accès suffisant et neutre à l'internet devrait, selon les auteurs, imposer aux pouvoirs publics l'obligation positive de garantir cet accès.

SAMENVATTING

De indieners wensen het grondwettelijk recht op een menswaardig leven uit te breiden met het recht op een toereikende en neutrale toegang tot internet. Volgens hen is internet een basisbehoefte zoals elektriciteit, verwarming en water. Internet is een voorwaarde geworden om volwaardig deel te kunnen nemen aan het maatschappelijk leven.

De grondwettelijke verankering van het recht op een toereikende en neutrale toegang tot internet dient in de visie van de indieners aan de overheid de positieve verplichting op te leggen om deze toegang te waarborgen.

N-VA	: Nieuw-Vlaamse Alliantie
Ecolo-Groen	: Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen
PS	: Parti Socialiste
VB	: Vlaams Belang
MR	: Mouvement Réformateur
CD&V	: Christen-Democratisch en Vlaams
PVDA-PTB	: Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique
Open Vld	: Open Vlaamse liberalen en democraten
Vooruit	: Vooruit
cdH	: centre démocrate Humaniste
DéFI	: Démocrate Fédéraliste Indépendant
INDEP-ONAFH	: Indépendant - Onafhankelijk

Abréviations dans la numérotation des publications:		Afkorting bij de numering van de publicaties:	
DOC 55 0000/000	Document de la 55 ^e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi	DOC 55 0000/000	Parlementair document van de 55 ^e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer
QRVA	Questions et Réponses écrites	QRVA	Schriftelijke Vragen en Antwoorden
CRIV	Version provisoire du Compte Rendu Intégral	CRIV	Voorlopige versie van het Integraal Verslag
CRABV	Compte Rendu Analytique	CRABV	Beknopt Verslag
CRIV	Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)	CRIV	Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)
PLEN	Séance plénière	PLEN	Plenum
COM	Réunion de commission	COM	Commissievergadering
MOT	Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)	MOT	Moties tot besluit van interpellaties (beige gekleurd papier)

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

La présente proposition reprend, en l'adaptant, le texte de la proposition DOC 54 0415/001.

1. Indispensable

L'accès à l'internet est un droit fondamental. L'internet constitue un besoin de base au même titre que l'électricité, le chauffage et l'eau. L'internet est devenu indispensable dans la vie quotidienne et est aujourd'hui une condition nécessaire pour pouvoir participer pleinement à la vie sociale. Nous utilisons l'internet comme outil de travail, comme moyen pour donner corps à notre vie de citoyen et avoir accès à la connaissance, aux biens culturels et à leur production. L'internet a également généralisé une nouvelle manière de créer et de vivre ensemble, personne ne jouant plus exclusivement le rôle de consommateur, mais chacun pouvant aussi être producteur d'informations, de services et de culture pour le grand public. À mesure que l'internet est en train de devenir le principal moyen de communication au niveau mondial, il constitue un instrument servant à diffuser la vérité, à encourager la transparence, à responsabiliser les autorités et les organisations. Un instrument aussi puissant doit être ouvert, libre et accessible. Le caractère mondial, neutre et ouvert de l'internet constitue le moteur du développement sous ses différentes formes.

Du point de vue de l'accessibilité, il y a de grandes différences géographiques et sociales. En 2019, 87% des ménages belges disposaient d'une connexion mobile à haut débit. 7% des individus n'ont encore jamais consulté internet.¹ Pour la région de la connaissance que nous voulons être, ce chiffre est beaucoup trop élevé. Les autorités doivent garder ce fossé à l'œil, car la modernisation de la société et de l'économie (commerce électronique, *e-government*) au sens large va de pair avec le progrès technologique. Notre société actuelle a de plus en plus besoin de citoyens capables de s'adapter aux progrès de la technologie. Les chiffres confirment qu'il existe toujours, en Belgique, une fracture numérique et que cette fracture est le reflet d'une inégalité sociale. Sur le plan de l'utilisation de l'internet et de la possession d'un ordinateur, on note une grande différence selon le niveau de formation, la situation en matière d'emploi, l'âge, le sexe et la région. L'ensemble des pouvoirs publics belges doit œuvrer à la mise en œuvre de mesures visant à réduire la fracture numérique et l'analphabétisme médiatique.

¹ Baromètre de la société de l'information, SPF Économie, 2020.

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Dit voorstel neemt, met een aantal aanpassingen, de tekst over van voorstel DOC 54 0415/001.

1. Onmisbaar

Toegang tot internet is een basisrecht. Internet is een basisbehoefte zoals elektriciteit, verwarming en water. Internet is onmisbaar geworden in het dagelijks leven en een nodige voorwaarde om volwaardig deel te kunnen nemen aan het maatschappelijk leven. We gebruiken internet als werkmiddel, als middel om invulling te geven aan ons burgerschap en om toegang te krijgen tot kennis, culturele goederen en de productie ervan. Tevens heeft het internet een nieuwe manier van creëren en samenleven veralgemeend, waarbij niemand nog uitsluitend de rol van consument vervult, maar ook producent kan zijn van informatie, diensten en cultuur voor het grote publiek. Naarmate het internet steeds meer de voornaamste wereldwijde manier van communicatie wordt, is het een instrument om waarheid te verspreiden, transparantie aan te moedigen, overheden en organisaties verantwoordelijk te stellen. Zo een krachtig instrument moet open, vrij en toegankelijk zijn. Het wereldwijde, neutrale en open karakter van internet is de drijvende kracht van ontwikkeling in zijn verschillende vormen.

Qua toegankelijkheid zijn er belangrijke geografische en sociale verschillen. 87 % van de Belgische huishoudens beschikte over een vaste of mobiele breedbandverbinding in 2019. 7% van de individuen heeft nog nooit het internet geraadpleegd.¹ Voor de kennisregio die we willen zijn, is dit een veel te hoog aantal. De overheidsdiensten moeten deze kloof in de gaten houden, daar de modernisering van de maatschappij en van de economie (elektronische handel, *e-government*) in ruime zin samenhangen met technologische vooruitgang. Onze huidige maatschappij heeft meer en meer burgers nodig die in staat zijn zich aan te passen aan technologische vooruitgang. Cijfers bevestigen dat in België nog steeds een digitale kloof bestaat en dat deze een weerspiegeling is van de sociale ongelijkheid. Er is een groot verschil merkbaar in internetgebruik en PC-bezit volgens opleidingsniveau, activiteitsstatus, leeftijd, geslacht en regio. Alle Belgische overheden moeten ijveren voor de implementatie van maatregelen ter verkleining van de digitale kloof en media ongeletterdheid.

¹ Barometer van de informatiemaatschappij, FOD Economie, 2020.

2. Neutre

L'internet est un espace de progrès, d'émancipation, de liberté et de diversité. Internet est devenu une composante indispensable de l'espace public. Le marché de l'accès à l'internet n'est pas un marché ordinaire. Les opérateurs offrent aux citoyens une porte d'accès vers un univers d'idées, d'associations et d'activités économiques. Dans une société ouverte, nul n'est propriétaire ni gardien de cet univers. De la même manière qu'un port est tenu d'accueillir tout navire qui ne représente pas une menace pour la sécurité, une société pluraliste et ouverte ne peut tolérer la discrimination ou la censure de contenu légal, au nom de considérations d'ordre culturel, commercial, social, religieux, politique ou idéologique. Le marché de l'accès à l'internet n'est de surcroît pas un marché comme les autres, dans la mesure où il se caractérise par une pénurie et un oligopole naturels, par des barrières qui découragent les changements de fournisseur et par une concurrence limitée. C'est un marché qui fournit l'accès à un autre marché mondial de services internet dans lequel le consommateur fait ses choix, dans une économie de marché libre.

3. Un droit fondamental

Le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels sont des émanations de la Déclaration universelle des droits de l'homme de l'Assemblée générale des Nations unies. Cette déclaration a été adoptée en 1948 après qu'il avait été constaté que la communauté internationale avait assisté passivement aux atrocités commises durant la Deuxième Guerre mondiale. Le droit à l'accès à l'internet n'est certes pas mentionné explicitement dans la Déclaration, mais il découle implicitement de plusieurs de ses articles. L'internet a un effet considérable sur l'amélioration de la capacité d'exercer ses droits de l'homme, en particulier la liberté d'expression (art. 19), la liberté d'association (art. 20), la participation aux affaires publiques (art. 21), la liberté d'information (par extrapolation des articles 19 et 21), etc. L'accès à l'internet ne doit pas être considéré comme un droit de l'homme en soi, mais comme un catalyseur important des droits humains. Les États signataires sont tenus de mettre en œuvre la politique nécessaire pour réaliser ces droits. La Belgique a souscrit aux conclusions de la session du 29 juin 2012 du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, qui demandent à tous les États de promouvoir et de faciliter l'accès à l'internet.

L'Internet est un espace public régi par des devoirs et des obligations. Chacun porte une part de responsabilité et est une partie de la chaîne garantissant un Internet sûr. L'Internet n'est pas un refuge situé en dehors de

2. Neutraal

Internet is een ruimte van vooruitgang, ontvoogding, vrijheid en diversiteit. Internet is een onmisbaar deel geworden van de publieke ruimte. De internettoegangsmarkt is geen markt als een andere. Operatoren bieden een toegangspoort aan burgers tot een universum van ideeën, verenigingen en economische activiteit. In een open samenleving is niemand eigenaar of poortwachter van dit universum. Net zoals in een haven ieder schip dat geen bedreiging vormt voor de veiligheid, ontvangen moet worden, is er in een pluralistische, open samenleving geen plaats voor discriminatie of censuur van legale inhoud gebaseerd op culturele, commerciële, sociale, religieuze, politieke of ideologische motieven. De internettoegangsmarkt is bovendien geen markt als een andere omdat ze zich kenmerkt door een natuurlijke schaarste en oligopolie, drempels om te veranderen van leveranciers en beperkte concurrentie. Een markt die toegang verschaft tot een andere, wereldwijde markt van internetdiensten waar in een vrije markteconomie de consument de keuzes maakt.

3. Een basisrecht

Het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en het Internationaal Verdrag inzake economische, sociale en culturele rechten zijn uitvloeisels van de Universele Verklaring van de Rechten van de Mens van de Algemene Vergadering van de Verenigde Naties. Die verklaring werd in 1948 aangenomen wegens de vaststelling dat de internationale gemeenschap lijdzzaam had toegezien op de gruwelijkheden die tijdens de Tweede Wereldoorlog waren gepleegd. Het recht op toegang tot internet wordt weliswaar niet uitdrukkelijk in de Verklaring vermeld, maar het vloeit impliciet voort uit verschillende artikelen ervan. Internet heeft een aanzienlijk effect op het verbeteren van de mogelijkheid om mensenrechten uit te oefenen, in bijzonder artikel 19 (vrijheid van expressie), artikel 20 (vrijheid van vereniging), artikel 21 (deelname in overheid), vrijheid van informatie (geëxtrapoleerd uit de artikelen 19 en 21),... Toegang tot internet dient niet beschouwd te worden als een mensenrecht per se maar als een belangrijke katalysator van mensenrechten. Verdragstaten zijn gehouden het noodzakelijke beleid op de rails te zetten om deze rechten te realiseren. België onderschreef de conclusies van de Mensenrechtenraad van de Verenigde Naties van 29 juni 2012 welke alle staten opdraagt de toegang tot internet te promoten en te vergemakkelijken.

Internet is een publieke ruimte met rechten en plichten. Iedereen draagt een verantwoordelijkheid en is deel van de keten voor een veilig internet. Het internet is geen vrijplaats buiten de wet of recht om. Iemand

la loi ou du droit. Priver complètement quelqu'un de l'internet est toutefois une sanction d'une telle gravité que seul un juge peut la prendre. Toute réaction à une expression en ligne doit être limitée au contenu scandaleux et ne bloquera pas davantage d'informations qu'il est nécessaire.

4. Un droit constitutionnel

L'accès à l'internet doit être reconnu en tant que droit constitutionnel. L'article 23 de la Constitution dispose que chacun a le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine. À cette fin, la loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent, en tenant compte des obligations correspondantes, les droits économiques, sociaux et culturels, et déterminent les conditions de leur exercice.

L'alinéa 3 de l'article précité précise que ces droits comprennent notamment:

1° le droit au travail et au libre choix d'une activité professionnelle dans le cadre d'une politique générale de l'emploi, visant entre autres à assurer un niveau d'emploi aussi stable et élevé que possible, le droit à des conditions de travail et à une rémunération équitables, ainsi que le droit d'information, de consultation et de négociation collective;

2° le droit à la sécurité sociale, à la protection de la santé et à l'aide sociale, médicale et juridique;

3° le droit à un logement décent;

4° le droit à la protection d'un environnement sain;

5° le droit à l'épanouissement culturel et social.

Nous souhaitons étendre le droit de mener une vie conforme à la dignité humaine en y incluant le droit à un accès suffisant à l'internet. L'article 23 de la Constitution a été déclaré ouvert à révision² en vue de faire en sorte que la communication électronique constitue un droit universel.

Il va de soi que l'instauration d'un droit à l'internet ne résoudra pas tous les problèmes. Cependant, un droit à accéder à l'internet a non seulement une valeur symbolique, mais également une valeur juridique. Ainsi, la réglementation qui sera élaborée à l'avenir devra être évaluée à l'aune de ce droit fondamental et les cours et

volledig afsluiten van het internet is echter zo'n zwaar strafmiddel dat alleen een rechter daartoe mag besluiten. Elke reactie op online uiting dient beperkt te zijn tot de aanstootgevende inhoud en zal niet meer informatie dan nodig blokkeren.

4. Een Grondwettelijk recht

Toegang tot internet dient erkend te worden als grondwettelijk recht. Het artikel 23 van de grondwet bepaalt dat iedereen het recht heeft een menswaardig leven te leiden. Daartoe waarborgen de wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel, rekening houdend met de overeenkomstige plichten, de economische, sociale en culturele rechten, waarvan ze de voorwaarden voor de uitoefening bepalen.

In het derde lid van voornoemd artikel wordt bepaald dat die rechten inzonderheid bepalen:

1° het recht op arbeid en op de vrije keuze van beroepsarbeid in het raam van een algemeen werkgelegenheidsbeleid dat onder meer gericht is op het waarborgen van een zo hoog en stabiel mogelijk werkgelegenheidspeil, het recht op billijke arbeidsvoorwaarden en een billijke beloning, alsmede het recht op informatie, overleg en collectief onderhandelen;

2° het recht op sociale zekerheid, bescherming van de gezondheid en sociale, geneeskundige en juridische bijstand;

3° het recht op een behoorlijke huisvesting;

4° het recht op de bescherming van een gezond leefmilieu;

5° het recht op culturele en maatschappelijke ontplooiing.

De indieners wensen het recht op een menswaardig leven uit te breiden met het recht op een toereikende toegang tot internet. Het artikel 23 van de Grondwet werd voor herziening² vatbaar verklaard met het oog op het erkennen van elektronische communicatie als universeel recht.

Lost de invoering van een recht op internet alle problemen op? Vanzelfsprekend niet. Een recht op toegang tot internet heeft echter naast een symbolische waarde ook een juridische waarde. Toekomstige regelgeving zal wel degelijk afgetoetst moeten worden aan dit grondrecht en hoven en rechtbanken zullen bij de beoordeling

² *Moniteur belge* du 28 avril 2014, Ed. 2.

² *Belgisch Staatsblad*, 28 april 2014, Ed. 2.

tribunaux, lorsqu'ils seront amenés à trancher des litiges concrets, devront respecter le prescrit constitutionnel, en l'occurrence prendre ce droit comme principe de base. L'exercice de ce droit devra être garanti concrètement par des lois et des décrets. Un ancrage constitutionnel du droit à disposer d'un accès suffisant et neutre à l'internet doit inciter les pouvoirs publics à s'attaquer aux problèmes existants.

van concrete geschillen dit recht mee als uitgangspunt moeten nemen, de zogenaamde grondwetconforme interpretatie. Wetten en decreten zullen concreet gestalte moeten geven aan het recht op toegang tot internet. Een grondwettelijke verankering van het recht op een toereikende en neutrale toegang tot internet moet voor de overheid een aanzet zijn om bestaande problemen aan te pakken.

Jan BRIERS (CD&V)
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)
Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)
Koen GEENS (CD&V)
Steven MATHEÏ (CD&V)

PROPOSITION DE RÉVISION**Article 1^{er}**

L'article 23, alinéa 3, de la Constitution est complété par un 6° rédigé comme suit:

“6° le droit à un accès suffisant et neutre à l'internet.”

Art. 2

Ce texte entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

10 juin 2021

VOORSTEL TOT HERZIENING**Artikel 1**

Artikel 23, derde lid van de Grondwet wordt aangevuld met een 6°, luidende:

“6° het recht op een toereikende en neutrale toegang tot internet.”

Art. 2

Deze tekst treedt in werking op 1 januari 2022.

10 juni 2021

Jan BRIERS (CD&V)
Jef VAN DEN BERGH (CD&V)
Servais VERHERSTRAETEN (CD&V)
Koen GEENS (CD&V)
Steven MATHEÏ (CD&V)